



À KABOUL, LE SPECTRE DU TOTALITARISME



Par Noé Spies

Cinq ans après le retour des talibans au pouvoir, l'Afghanistan s'enfonce dans une crise multidimensionnelle.

Le C-17 était entré dans l'histoire, ce 15 août 2021, lorsqu'il s'apprêtait à mettre les gaz sur la piste de l'aéroport de Kaboul. Les pilotes américains de l'avion-cargo militaire, qui assuraient une opération d'évacuation, n'auraient certainement jamais imaginé devoir se frayer un chemin parmi des centaines d'Afghans, courant sur le tarmac et tentant désespérément de s'accrocher à l'appareil, terrifiés à l'idée de (re) vivre sous le régime taliban. L'image faisait alors le tour du monde et symbolisait le retrait chaotique des Américains après 20 ans de présence dans le pays, soldés par un échec cuisant.

Cinq ans plus tard, les «étudiants», traduction littérale des talibans, ont assis leur pouvoir. Sans opposition ni grande divergence interne, les fondamentalistes islamistes font régner leur organisation militaire, politique et religieuse à travers le «cimetière des empires», surnom qui fait référence à la longue histoire de résistance de l'Afghanistan face aux grandes puissances étrangères.

Un apartheid de genres

Durant une demi-décennie, les talibans ont drastiquement réduit les libertés des femmes. L'exemple le plus récent: un nouveau décret autorisant le mariage des filles mineures. «Cette mesure témoigne de l'aggravation de la situation dans le pays. [...] Il n'y a pas de mots pour décrire l'enfer que vivent les femmes depuis le retour au pouvoir des talibans», s'inquiète Georges Lefeuvre, chercheur associé à l'IRIS.

Victoria Fontan, codirectrice de l'Alliance pour l'éducation des femmes en Afghanistan (AEWA), en sait quelque chose. La professeure, qui a exercé à Kaboul et vécu en direct la reprise de pouvoir des talibans en 2021, œuvre désormais pour permettre aux femmes de réaliser des «études secrètes» dans le pays. Les filles n'ont en effet plus accès à l'école après l'âge de 12 ans. «La madrasa, école religieuse islamique, est la seule possibilité officielle pour accéder à l'éducation. Pour les jeunes filles, c'est aussi l'unique moyen de goûter à un échantillon

de vie sociale. Quant aux hommes, ils peuvent continuer à fréquenter l'université, mais tous les programmes ont été revus sous le prisme religieux. Aujourd'hui, être jeune en Afghanistan est un supplice.»

En plus de la répression éducative, les femmes «n'ont pas le droit de travailler dans la plupart des secteurs privés ou de sortir seules. Elles doivent être accompagnées d'un chaperon masculin (mahram)», décrit Mélissa Cornet, chercheuse indépendante à Kaboul. «Frequenter les salles de sport, les salons de beauté ou les parcs sont autant d'activités interdites.» Bon nombre d'experts s'accordent ainsi à qualifier la situation d'«apartheid de genre».

L'économie aux abois

Le 15 août 2021 a également déclenché une crise économique sans fin. L'effondrement du système bancaire dans le pays a provoqué une crise des paiements, durant laquelle «il était pratiquement impossible d'envoyer de l'argent, de verser des salaires ou de retirer des liquidités», se souvient Mélissa Cornet.

L'aide internationale, qui représentait 40% du PIB afghan et 80% des dépenses publiques, a également disparu du jour au lendemain, en raison des sanctions à l'encontre des talibans. Les programmes de développement ont ainsi été stoppés. «Avant, l'économie était sous perfusion et ne parvenait même plus à absorber les milliards d'aide, estime la chercheuse. La situation favorisait aussi la corruption. Aujourd'hui, l'économie locale est très réduite. Bien que paradoxalement plus «saine», elle affecte les femmes et les filles en première ligne, car ce sont elles qui sont dépriorisées. La communauté internationale, en punissant les talibans, punit aussi la population afghane. C'est une double peine.»

Le pays connaît, en outre, de nombreux défis en matière de logement ...

«Le régime autoritaire actuel se transforme en régime totalitaire, dont la mainmise est intacte.»

... ou d'emploi. «Vous avez besoin de tous les talents disponibles, masculins et féminins», avait insisté l'administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Alexander de Croo, ancien Premier ministre belge, lors d'une visite dans une usine de tapis dans le nord de l'Afghanistan, en juillet 2026.

Le risque de famine, bien que «contrôlé», n'empêche pas une explosion du taux d'insécurité alimentaire –80% de la population ne mange pas à sa faim. «La classe moyenne se retrouve sur le carreau, observe Victoria Fontan. Beaucoup sont contraints de vendre leurs biens pour se nourrir et les possibilités de gagner sa vie sont ultralimitées.»

Les soins de santé, eux, tournent au ralenti, car les talibans ne contribuent pas aux salaires du personnel. Depuis cinq ans, «aucune femme infirmière ou médecin n'entre sur le marché du travail. Le tout dans un pays où les femmes ne peuvent être soignées que par des femmes, notamment les femmes enceintes, ce qui provoque également une crise de la santé maternelle», constate Méliissa Cornet. La recrudescence d'épidémies, mêlée à des hôpitaux publics sous-financés, laisse craindre un effondrement progressif du système de soins.

Totalitarisme

Le mouvement militaire taliban, dont tous les pouvoirs sont concentrés dans les mains du leader suprême, le mollah Hibatullah Akhundzada, reste très hiérarchisé. «Le système est solide et personne ne le conteste réellement, malgré un maigre espoir que la frange la plus "libérale" du mouvement parvienne à jouer de son influence», indique Victoria Fontan, pour qui «le régime autoritaire actuel se transforme en régime totalitaire, dont la mainmise est intacte».

Malgré l'émergence de différentes «nuances» de talibans, dont un courant plus pragmatique, «l'ancienne génération garde le pouvoir». Une transition vers une frange moins réactionnaire pourrait transformer le pays, «mais pas avant une trentaine d'années, estime Victoria Fontan. Un modèle de type "Arabie saoudite", pourrait, dans le meilleur des cas, voir le jour.» L'avenir sécuritaire du pays demeure tout aussi incertain, après que les tensions entre le Pakistan et l'Afghanistan ont récemment basculé vers une forme de guerre ouverte. ●

Femmes, je vous aime

Par **Emilien Hofman**

Razia Arefi a eu deux vies. La première dans l'ombre des hommes, comme de nombreuses Afghanes. La seconde à la tête de Mothers for Peace, à mener des projets d'autonomisation pour les femmes.

Si Razia Arefi fait les choses à l'envers, c'est par mesure de précaution. Les dernières décennies de guerre en Afghanistan ont en effet accentué la méfiance et dispersé les intérêts entre Pachtoune, Tadjiks, Hazaras et autres groupes ethniques. «J'ai besoin de connaître le *background* de la personne avec laquelle je parle de mon pays», précise donc la quadragénaire, installée, bracelet à la main et sourcils tracés comme des vagues, dans une des nombreuses brasseries du parvis de la gare de Bruxelles-Midi. Un réflexe plutôt logique pour la directrice de Mothers for Peace, une ONG belge œuvrant pour l'autonomisation des Afghanes, qui a fui Kaboul il y a près de cinq ans pour aboutir aujourd'hui à Bruxelles, où elle est très régulièrement sollicitée pour copiloter des initiatives en Afghanistan. «Je reste donc sur mes gardes, pose-t-elle. La plupart

des porteurs de projet ont souvent un aperçu lacunaire du contexte national, sans être au fait des changements basiques et fondamentaux de la société.» La travailleuse humanitaire cite en exemple ces séminaires soutenus par de grands fonds et organisés dans de luxueux hôtels, où les intervenants insistent principalement sur l'importance de respecter l'égalité des sexes. «Vous pensez qu'un dirigeant afghan va rentrer chez lui et accorder soudainement des droits aux femmes parce qu'il a bien dormi et bien bu pendant trois jours?, ironise-t-elle. Il ne suffit pas d'encourager les hommes à ouvrir leur esprit, il faut surtout fournir les outils et les connaissances aux femmes pour qu'elles débloquent elles-mêmes leurs droits.»

2021, annus horribilis

Razia Arefi en sait quelque chose. En 10 ans à la tête de Mothers for Peace, elle a eu le temps de mesurer sur ses compatriotes les effets bénéfiques des projets que l'ONG menait en lien avec l'éducation, l'agriculture ou la santé. «Beaucoup de femmes ne sont pas autorisées à aller en ville et donc à rencontrer des médecins pour des problèmes gynécologiques, expose-t-elle. Nous avons lancé des programmes